

Le Maire de Bernay,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
Vu le Code de la route ;  
Vu le code de la Voirie routière ;  
Vu la demande le 07/08/2024 présentée par :

Demandeur : Département Pôle Action culturelle.  
Objet : Salon « Confluent d'Arts ».  
Adresse : Parvis de l'Abbatiale  
Date : **Du dimanche 10 novembre 2024 au samedi 30 novembre 2024.**

## **ARRETE**

### **Article 1 : Autorisation**

Les organisateurs de l'exposition « Confluent d'Arts » sont autorisés à occuper le domaine public comme énoncé dans leurs demandes par l'installation de trois véhicules sur le Parvis de l'Abbatiale pendant la durée du déchargement puis du chargement des œuvres, à charge pour eux de se conformer aux dispositions des articles suivants.

### **Article 2 : Prescriptions techniques particulières**

L'installation autorisée sera réalisée de façon à préserver le passage des usagers de la dépendance domaniale occupée, ne pourra empiéter sur le domaine public sur une superficie supérieure à 40 m<sup>2</sup>.

### **Article 3 : Sécurité**

Le bénéficiaire de l'autorisation devra prendre toutes les mesures nécessaires à la sécurité des usagers aux abords de son activité afin d'éviter tout accident ;

### **Article 4 : Responsabilité**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter.

### **Article 5 : Dégâts**

En cas de dégradations de l'espace public (chaussées, trottoirs, bordures, panneaux, mobilier urbain, marquages au sol, végétation...) constatées par les services de la Ville, la remise en état sera effectuée aux frais du bénéficiaire de l'autorisation de stationnement.

### **Article 6 : Nature de l'autorisation et remise en état des lieux**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, elle ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité, son bénéficiaire sera tenu de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

### **Article 7 : Affichage**

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux par le bénéficiaire

**Article 8 : Recours**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen – 53 Avenue Flaubert – 76000 ROUEN – dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.  
L'ampliation du présent arrêté sera adressée, aux fins d'exécution ou d'information chacun en ce qui le concerne, à :

\*Demandeur ;

\*Police municipale de Bernay ;